

Pays basque : le Contrat d'engagement jeune fait ses premiers pas

SUD OUEST - Publié le 01/03/2022 à 17h22

Par Emmanuelle Fère



Philippe Le

Moing-Surzur sous-préfet de Bayonne, a présenté le nouveau dispositif, mardi 1er mars. © Crédit photo : E. F.

Mardi 1er mars, Philippe Le Moing-Surzur, sous-préfet de Bayonne, a présenté un nouveau dispositif d'accompagnement « exigeant et intensif » pour « une entrée plus rapide dans l'emploi » des 16-25 ans

Mardi 1er mars, l'agence Pôle Emploi de Saint-Jean-de-Luz a accueilli le lancement local du Contrat d'engagement jeune (CEJ), un dispositif national « destiné aux jeunes les plus éloignés de l'emploi ». Philippe Le Moing-Surzur, sous-préfet de Bayonne ; Marie Lasserre, présidente de la Mission locale Pays basque, et David Vialat, directeur de Pôle Emploi Pyrénées-Atlantiques, ont détaillé les modalités du dispositif faisant suite à « Un jeune une solution », qui « a permis de remettre 4 millions de jeunes dans l'emploi, une formation, ou un processus d'insertion au plan national », a salué le représentant de l'État.

15 à 20 heures hebdomadaires

Le CEJ s'adresse aux personnes de 16 à 25 ans, qu'il entend accompagner de façon individualisée, lors de rendez-vous avec un conseiller Pôle Emploi et Mission locale, d'ateliers, et de stages en entreprise. L'objectif de « mise en activité » du jeune se traduit par la participation à un « programme intensif de 15 à 20 heures par semaine » durant six à douze mois, voire 18 mois.

« Cela crée des droits et des devoirs, il y a un engagement du jeune », a souligné le sous-préfet de Bayonne. De fait, l'allocation (jusqu'à 500 euros) sera versée au bénéficiaire du dispositif sous plusieurs conditions, dont celle de suivre le programme assidûment.

« Le CEJ prévoit des rendez-vous toutes les semaines pendant toute la durée du contrat, des partages d'expériences sous la forme d'ateliers collectifs, notamment des ateliers autour de la santé, car le Covid a eu un impact sur la santé physique et mentale des jeunes, des ateliers mobilité, numérique, ou des jobs datings en partenariat avec les entreprises », a souligné Marie Lasserre.

Plusieurs signataires du nouveau dispositif ont évoqué leur satisfaction à bénéficier de cet accompagnement. Ainsi, Marianne, porteuse d'un projet dans la restauration ; Lucie, désireuse d'effectuer un CAP menuiserie et en recherche d'entreprise pour une formation en alternance, ou encore Ensen, en quête d'emploi et de solutions de mobilité pour y parvenir.